



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle

29 avril au 6 mai 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

### A LA UNE

#### DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION MEURTRIERS SECOUENT L'OPINION

Deux accidents meurtriers sont survenus le même jour, vers la fin de la semaine dernière. Le 29 avril, à l'aube vers 04h45 du matin, deux véhicules de transport en commun sont entrés en collision frontale. Le bilan fait état de 6 morts sur le coup et de 13 blessés graves. Deux « taxi-be » desservant les Communes d'Alakamisy Ambohidratrimo et d'Ambohitrimanjaka sont mis en cause. Dans l'après-midi aux alentours de 16 heures, un autre véhicule de transport en commun, ayant transporté des écoliers de l'établissement La Pépite d'or Ambohimanarina, à l'occasion d'une sortie scolaire, a également causé des décès de passagers du côté de Mahitsy. Le minibus est tombé dans un ravin, occasionnant 8 morts dont 6 enfants et 32 blessés, dont 30 élèves. Ces derniers sont placés en soins intensifs à l'hôpital Ravoahangy Joseph Andrianaivalona (HJRA) après les soins de premiers secours administrés à l'hôpital de Mahitsy. Ce double accident meurtrier des véhicules des transports en commun a soulevé une importante indignation de la part de l'opinion publique mais également des médias.

*ANTSIVA, à travers ses chroniqueurs, dénonce le comportement « chauffard » des chauffeurs opérant dans les transports en commun et surtout leur incivilité. Dans leurs interventions, ils ont mis l'accent sur le non-respect flagrant du Code de la route par les conducteurs de minibus et le manque de respect envers les usagers, notamment le langage agressif utilisé lorsque les passagers essayent de les raisonner tels que, « si vous ne voulez pas rester, alors sortez ! » ou encore « ceux qui ne supportent pas notre manière de conduire, dégagez ! ». Le chroniqueur Michel Ralibera appelle ainsi aux droits des usagers à porter plainte contre les conducteurs lorsqu'ils sont confrontés à de telles situations. Dans son analyse, il déduit que « c'est la société malgache actuelle qui est vraiment désordonnée, voire anarchique. Cet événement en est par conséquent un exemple précis. ». La station a, par ailleurs, accordé une importante couverture à la venue de la délégation présidentielle au chevet des familles des victimes et des sinistrés et a, à cet effet, retransmis l'intervention de Hery Rajaonarimampianina sur le renforcement de la sécurité routière, sur les sanctions sévères à l'encontre des infractions à la loi et au renforcement du contrôle de la délivrance du permis de conduire. Il profite également de l'occasion pour lancer un appel à l'endroit des coopératives de transport en commun à renforcer la discipline et interpellé le BIANCO sur l'intégrité des responsables dans le contrôle des véhicules, au niveau des centres de visite technique. Dans son programme d'information, la station informe des décisions prises par les autorités pour faire face à la situation. Ainsi sur décision de l'ATT, les coopératives FIFIABE et SOAMIRA, dont les véhicules sont mis en cause dans ces accidents, n'ont pas le droit*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



d'opérer durant 10 jours. Des formations, à titre de recyclage, seront également dispensées aux conducteurs et les aides-chauffeurs, d'après les responsables au niveau du ministère des Transports et du Secrétariat général de la Gendarmerie. Pour sa part, le ministère de l'Education nationale annonce vouloir porter plainte et a dépêché des inspecteurs, auprès de l'établissement scolaire, afin de contrôler si les procédures relatives aux autorisations parentales ont bien été respectées. Comme à son habitude, la **TVM** a mis en avant les informations institutionnelles. A cet effet, elle a mis en place une émission spéciale pour faire la couverture de la visite du PRM, au chevet des victimes de l'accident de Mahitsy, aux urgences de l'HJRA. Selon le reporter, toutes les charges relatives aux soins des sinistrés seront prises en charge par la Présidence de la République. La chaîne nationale a également diffusé l'intervention médiatique du Col Andriatsarafara Rakotondrazaka, Directeur général de l'Agence des Transports Terrestres, concernant le processus de mise en application des décisions ministérielles portant sur la suspension des véhicules des coopératives FIFIABE et SOAMIRA et ce, à partir du 03 mai. Un reportage a été enfin diffusé en vue de mettre en exergue la mauvaise qualité des services offerts par les acteurs du transport en commun et ce, en s'enquérant de l'avis des usagers et des citoyens en général, qui dénoncent l'attitude rustre des conducteurs ainsi que la vétusté des véhicules utilisés. Les réactions des citoyens se multiplient dans l'émission interactive « Demokrasia Mivantana » de la **RADIO PLUS**, au sujet des accidents meurtriers. Plusieurs interventions ont accusé le manque de civisme mais également d'éducation des conducteurs et aide-chauffeurs en général tandis que d'autres, soutiennent qu'il s'agit de la manifestation de la gabegie et de l'anarchie qui règnent dans la Grande île. Anticipant les éventuelles dérives des auditeurs au sujet de ces accidents, la station a fortement réitéré les consignes et les règles d'interventions, ce qui s'avérait judicieux étant donné que les discours ont majoritairement fait part de leur colère et de leur mépris vis-à-vis des transporteurs en commun. Si la station **TV PLUS** s'est abstenue à rapporter les différents événements, **KOLO TV** a approché des sources différentes des autres stations audiovisuelles, en s'enquérant de l'avis du président de l'Union des Coopératives de Transport Suburbain et du président du syndicat des auto-écoles. Dans son intervention, le premier déplore le non-respect du Code de la route tandis que le second, soutient que le manque d'éducation des chauffeurs est la principale cause des accidents. Dans son programme d'information, **MATV** a plutôt préféré favoriser les solutions, en soutenant notamment la nécessité des recyclages périodiques des professionnels du transport en commun et de faire preuve de vigilance en permanence, dans l'exercice de leur métier. Si les animateurs de **ZO MATV** ont pratiquement assimilé les véhicules opérant dans les transports en commun de la capitale à des « cercueils ambulants », les invités, en l'occurrence le nouveau Commandant de la gendarmerie le Gal de Brigade Daniel Ramianandroa et l'avocat Willy Razafinjatovo, ont respectivement annoncé que des mesures seront prises pour que ce genre de tragédie ne se répète pas et suggéré, à ce que seuls les chauffeurs qualifiés soient au volant des véhicules. **VIVA** a effleuré les limites de la déontologie en diffusant des images pouvant heurter la sensibilité du public pour illustrer son reportage sur l'accident mortel survenu sur la route Digue. Elle s'est également enquis des avis des usagers qui disent en majorité craindre pour leur vie à cause des excès de vitesse. Face à de tels scénarios, les forces de l'ordre ne prennent que des mesures ponctuelles, pour quelques jours, pour que la situation se calme et jamais de décisions sur le long terme, opine la station.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## POLITIQUE INTERNE

### PARLEMENTS : OUVERTURE DE LA SESSION ORDINAIRE

Pour la première fois depuis le retour à l'ordre constitutionnel, voire de la 4<sup>ème</sup> République, les deux Chambres du Parlement tiennent leur première session ordinaire « ensemble ». La tenue de cette première réunion parlementaire pour cette année verra l'examen de plusieurs projets de textes, notamment, la Loi de Finances Rectificative 2016, le Code de la communication, les textes régissant les Zones Économiques Spéciales mais également le projet de loi relatif au Conseil National de la Réconciliation qui remplacera le FFM. Le Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly présentera, quant à lui, son programme de mise en œuvre de la Politique Générale de l'État devant les députés, le 9 mai prochain.

*KOLO TV s'est contentée de rapporter l'évènement tandis que MATV a adopté une approche plutôt approfondie. Pour preuve, elle a retransmis une grande partie du discours d'ouverture du Président de l'Assemblée Nationale Jean Max Rakotomamonjy. A cette occasion, il a rappelé que les députés se doivent d'apporter leur contribution au développement du pays, étant le premier organe de contrôle de l'Exécutif. Dans ses commentaires, l'auteur du reportage estime que les parlementaires auront beaucoup de travail, durant cette première session ordinaire de cette année. Il évoque, par ailleurs, les rumeurs circulant dans l'Hémicycle de Tsimbazaza sur l'existence d'une éventuelle motion de censure à l'encontre du Chef du gouvernement. Sa nomination serait en effet sujette à polémiques. Les deux chaînes nationales, RNM et TVM ainsi qu'ANTSIVA portent l'attention sur le programme des parlementaires pour cette première réunion ordinaire. Les deux stations nationales informent plus précisément qu'une vingtaine de textes et projets de loi vont être soumis aux députés pour examen et adoption. La radio nationale estime que la rencontre Parlement-Gouvernement constitue un des événements clés de cette session tandis que la TVM a rappelé au public l'organisation et le fonctionnement des réunions parlementaires ordinaires, notamment l'objet des deux différentes sessions annuelles. FREE FM et la RADIO PLUS ont également orienté leur couverture de cette ouverture de la session parlementaire sur ses enjeux et défis. Le chroniqueur de l'émission interactive « Anao ny Fitenenana », de la première station, dit d'ailleurs espérer que la politique de la mallette cesse une bonne fois pour toute afin que ces élus puissent enfin se focaliser sur le développement et le bien de la population en général.*

## ECONOMIE ET SOCIETE

### CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Comme annoncé, les syndicalistes travailleurs ont célébré la journée internationale du Travail. La célébration a néanmoins été fortement quadrillée par les forces de l'ordre afin d'éviter tout débordement. Pour rappel, la tenue de la principale manifestation a fait l'objet de controverse en raison d'une part, des décisions divergentes entre la Préfecture et la Commune d'Antananarivo en ce qui concerne le lieu de l'évènement et d'autre part, du fait qu'elle intervienne dans un contexte d'importants mouvements syndicaux. Quoi qu'il en soit, elle a

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



constitué une occasion pour un grand rassemblement des syndicalistes, des partis politiques et/ou de simples travailleurs au stade Alarobia. Plusieurs marches ou défilés, c'est selon, ont été entrepris à l'occasion, notamment celle initiée par la Conférence des Travailleurs (CTM) depuis la Bibliothèque nationale pour rejoindre le stade Annexe Mahamasima et celle de la SEKRIMA, depuis l'église Jesosy Mamonjy à Ankorondrano pour rallier le Lycée Technique d'Alarobia. Cette célébration était également une opportunité pour faire valoir les multiples revendications au sujet des droits des travailleurs, interpellant notamment le pouvoir public sur les faveurs qui devraient être accordés aux employés, relatifs à leur droit ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail dans lesquels ils évoluent.

*Au micro de la radio ANTSIVA, l'AFO Sendikaly fait part des enjeux de la manifestation qui se tiendra finalement à Alarobia et dénonce l'opacité qui règne au sein de l'administration, minée par la corruption. La station a montré un grand intérêt dans la couverture de l'organisation de la célébration en raison des péripéties dont elle a fait l'objet. Elle a ainsi accordé la parole à Willy Razafinjatovo dit maitre Olala, qui affirme que les contraintes liées à la tenue de l'événement à Alarobia constituent une grande première dans les annales de la Grande île. Il fait effectivement remarquer que c'est la première fois que la célébration du 1<sup>er</sup> mai a dû requérir l'autorisation de la Préfecture de police pour se faire, ce qui manifeste déjà un entrave à la liberté syndicale. Pour sa part, Eric Rakotomanga, président de l'AKFM, estime que ces « pressions » visent à museler les mauvaises langues et à faire passer un message à l'endroit des différents mouvements syndicaux qui se sont manifestés ces derniers temps. FREE FM informe des décisions prises par les autorités concernant la relocalisation de la manifestation de célébration au stade d'Alarobia si elle était initialement prévue se tenir en centre-ville. Elle a ainsi rapporté les explications des responsables au niveau de la Préfecture qui affirment « éviter tout débordement qui peuvent surgir durant les manifestations dans des lieux publics ». La station rapporte également les propos du commandant de la CIRGN, le Gal Florens Rakotomahanina mettant en garde que les leaders des manifestations non-autorisées seront tenus responsables des éventuels débordements. Elle conclue néanmoins que ces décisions résultent en majeure partie des foyers de tension qui se multiplient ces derniers temps, constitués en grande majorité de mouvements de grève syndicale. Les interventions dans les émissions interactives d'ANTSIVA et de FREE FM s'indignent du comportement des dirigeants à vouloir « mater » les mouvements syndicaux, en référence à l'interdiction de manifestation publique et de relocalisation de la célébration. La chroniqueuse de l'émission « Anao ny Fitenana » soutient que l'État minimise les conditions des travailleurs et préfère plutôt se manifester ponctuellement lors des mouvements de mécontentement de quartiers. MATV a rapporté les réactions des principaux leaders syndicaux par rapport aux enjeux ainsi qu'aux conditions qui entourent la célébration du 1<sup>er</sup> mai, à l'issue de la conférence de presse tenue à Antaninarenina. Le Coordonnateur régional de AFO Sendikaly précise que l'intérêt de l'évènement réside dans le renforcement de la lutte contre le non-respect des droits fondamentaux des travailleurs et considère que la décision de la Préfecture et de la CUA constituent une manœuvre dilatoire pour entraver la manifestation des syndicats. L'ancien député, Jules Randiamaholison a déploré les conditions atroces dans lesquelles les travailleurs malgaches évoluent. « Tous les travailleurs devraient profiter de cette journée pour interpeller les autorités sur leurs réalités » a-t-il martelé en illustrant ses propos par la récente augmentation de 7% du salaire des fonctionnaires qui*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



devrait s'élever à 15%, à son avis. Eugène Rasolofosaona du syndicat des transporteurs a annoncé le ralliement des différents syndicats de ce secteur d'activité à la manifestation prévue par l'AFO Sendikaly. La polémique sur la tenue de la célébration s'est amplifiée lorsque la CUA a précisé aux médias et à la presse qu'elle a accordé une autorisation pour la place d'Ambohitovo et non pour le stade d'Alarobia.

La radio **ANTSIVA** a adopté une démarche approfondie et pluraliste en accordant un temps de parole à différentes personnalités, au sujet de la journée mondiale du Travail et de sa célébration :

- De l'opinion de Désiré Ranaivoson, de la Plateforme des Jeunes, la manifestation des syndicats des travailleurs est considérée par l'État comme étant une menace de déstabilisation, raison pour laquelle il exerce différentes pressions quant à sa tenue.
- Sur la question des différents mouvements syndicaux, Jean de Dieu Maharante, ministre de la Fonction publique, a promis l'alignement de la grille indiciaire et a souligné que le projet de Code de prévoyance sociale sera bientôt examiné au niveau du Conseil des ministres.
- Selon Ntsay Christian, directeur du Bureau de l'OIT à Antananarivo, moins de 10% des travailleurs malgaches sont membres adhérents d'un syndicat or ces structures sont les seules habilitées à défendre leurs droits.
- Jean Raymond Rakotoniasy, Secrétaire général de l'AFO Sendikaly, relève les incohérences dans la démarche du pouvoir en place. Il se réfère entre autres à la suppression de la prise en charge qui va à l'encontre de l'objectif d'amélioration des conditions sociales de la population, préconisé par la Politique Générale de l'État et surtout, les actes contradictoires du ministre de la Fonction publique qui appelle les travailleurs à faire valoir leur droit tout en cautionnant le renvoi d'employés par Ambatovy.

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)  
Site Web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

